



## *Panorama de la richesse créée et du revenu agricole dans les départements d'Outre-mer*

Octobre 2018

Alors que les départements ultramarins se caractérisent par des niveaux de chômage élevés, le secteur agricole reste un levier important, à la fois créateur de richesse et d'emplois, révélateur de terroirs attractifs, et garant de l'approvisionnement local des marchés en produits frais. Face à ces nombreux enjeux, cette note rend compte de la situation économique des agricultures ultramarines et de leurs évolutions depuis 2010. Cette analyse se fonde sur les données publiées et mises à jour chaque année par le service statistique du MAA, qui permettent de calculer la richesse agricole créée par département, ainsi que les revenus disponibles pour les agriculteurs.

Note : Sauf si précisé autrement, les montants donnés correspondent à une moyenne 2013-2017. L'ensemble des données utilisées proviennent d'Agreste (SSP). Les détails méthodologiques sont donnés en annexe [5.1](#)).

Une liste des abréviations est proposée en fin de note.

### **1 De la production brute à une première approche du revenu : des répartitions qui varient fortement entre les DOM**

Dans les Outre-mer, **la richesse agricole nette\* (hors subventions) produite par le secteur agricole est d'environ 476 M€ par an, pour un produit brut de 930 M€**. Les DOM participent ainsi à la richesse créée nationale à hauteur de 2 %, pour une SAU qui représente seulement 0,6 % de la SAU nationale.

Si l'on considère uniquement la production brute\*, la Réunion assure 38 % de la production agricole ultramarine, soit 360 M€, contre 18 % pour la Guadeloupe et la Guyane, 17 % pour la Martinique et 9 % pour Mayotte (soit respectivement 173, 166, 160 et 88 M€).

Cependant, du fait des écarts de consommation intermédiaires\* (cf Annexe [5.2](#)), la répartition de la richesse agricole créée ultramarine se trouve modifiée. Ainsi, si la Réunion participe à cette richesse nette de façon proportionnelle à sa production brute, soit à hauteur de 37%, la Guyane et Mayotte représentent respectivement 30 et 17 % de cette richesse créée (soit 142 et 83 M€), grâce à leurs niveaux très bas de consommations intermédiaires, contre seulement 11% et 5% pour la Guadeloupe et la Martinique (soit 53 et 25 M€).

Le poids des soutiens, en faveur des Antilles et de la Réunion, a pour conséquence de rééquilibrer la répartition des revenus entre les DOM, de sorte que les Antilles obtiennent 35% des revenus avant distribution, ou VANCF\*, soit 119 millions d'euros pour la Guadeloupe et 140 pour la Martinique, contre 20% pour la Guyane (148 M€) et 11% pour Mayotte (85 M€). La Réunion, quant à elle, tire 34% des revenus ultramarins (253 M€). **Ainsi, à la différence de la Guyane et de Mayotte, la VANCF\* des territoires antillais et de la Réunion est largement supporté par les subventions.** La distribution de la VANCF entre les différents facteurs de production fragilise cependant le revenu agricole\* antillais, qui, en moyenne, paient davantage de charges salariales (nombre plus élevé de salariés par exploitation),

et de charges locatives. Ainsi, le revenu des agriculteurs martiniquais s'élève à 36 millions d'euros, soit 7% des revenus des agriculteurs ultramarins, contre 52 millions pour la Guadeloupe, 82 millions pour Mayotte, 135 millions pour la Guyane et 193 millions pour la Réunion.

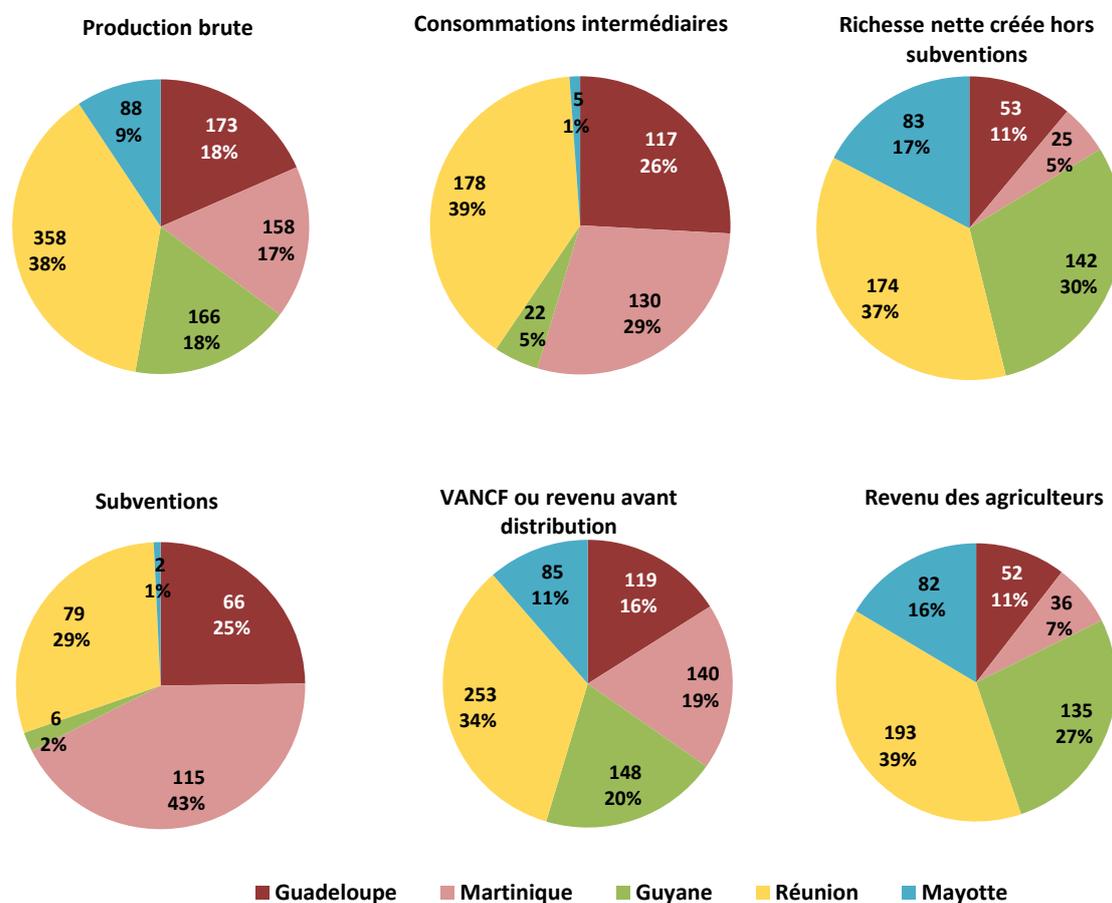


Figure 1 : De la production brute au revenu : des répartitions qui varient entre les DOM (en millions d'euros)  
 (Source : Agreste, Comptes de l'agriculture / Réalisation : auteur)

## 2 Des départements caractérisés par une forte productivité surfacique, mais une productivité moindre du travail

La richesse produite par unité de surface, ou productivité surfacique, dépend à la fois des caractéristiques internes de la parcelle, et des choix techniques de l'agriculteur. Dans les territoires insulaires densément peuplés que sont les DOM (hormis la Guyane) les systèmes agricoles intensifs sont privilégiés, avec des niveaux élevés de consommation d'intrants et/ou de travail réalisé, permettant d'atteindre généralement de bons niveaux de productivité surfacique. Les modalités d'intensification varient cependant selon les territoires, **les Antilles et la Réunion se caractérisant par des niveaux importants de consommations intermédiaires\*** par unité de surface (entre 2 000 et 4 000 euros/ha de SAU\*, contre 1 600 en métropole), alors que **la Guyane et Mayotte connaissent des niveaux moyens beaucoup plus faibles** (respectivement de 700 et 260 euros/ha). Pour Mayotte, le faible niveau d'intrants est compensé par une intensification particulièrement forte des surfaces en travail (0,7 travailleur/ha, contre 0,025 en métropole, 0,23 en Guyane et à la Réunion, 0,18 pour la Martinique et 0,12 pour la Guadeloupe).

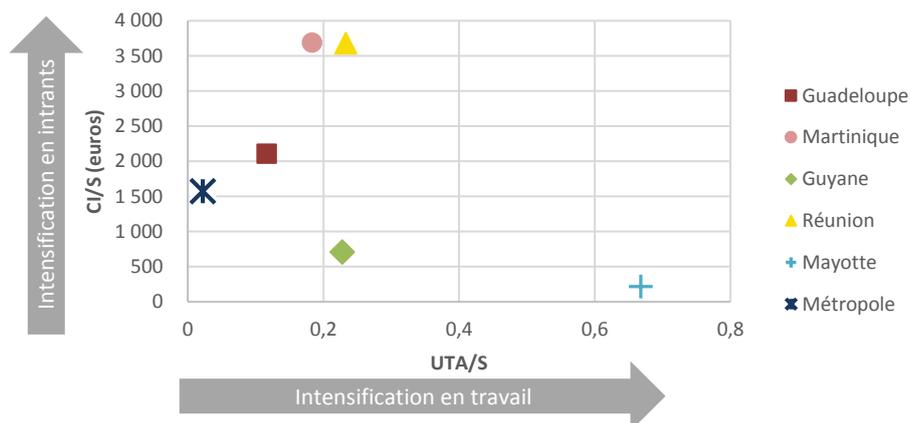


Figure 2 : Répartition des DOM en fonction de leur niveau d'intensification en travail et en intrants  
(Source : Agreste - Comptes de l'Agriculture / Réalisation : auteur)

Ainsi, la richesse créée par hectare est **en moyenne de 2 650 euros dans les DOM**, contre 950 euros pour la métropole. Ces valeurs varient cependant de façon importante selon les départements, les Antilles créant une richesse par hectare proches de celle de la métropole, alors que cette valeur est supérieure à 3 500 euros dans les trois autres départements.

Au contraire, la productivité par travailleur est largement supérieure en métropole, comparée aux DOM. Ainsi, **un travailleur agricole à temps plein dégage en moyenne une richesse de 11 000 euros par an dans les Outre-mer, soit près de quatre fois moins qu'en métropole**. Ceci est bien-sûr à mettre en regard des surfaces par travailleur, en moyenne de 45 hectares pour la métropole contre 4 hectares dans les DOM. Cette moyenne cache par ailleurs de fortes disparités entre les territoires : **alors que les travailleurs réunionnais et guyanais créent une richesse supérieure à 15 000 euros par an, la valeur ajoutée par travailleur est de 9 200 euros en Guadeloupe, 6 200 à Mayotte, et 4 700 en Martinique.**

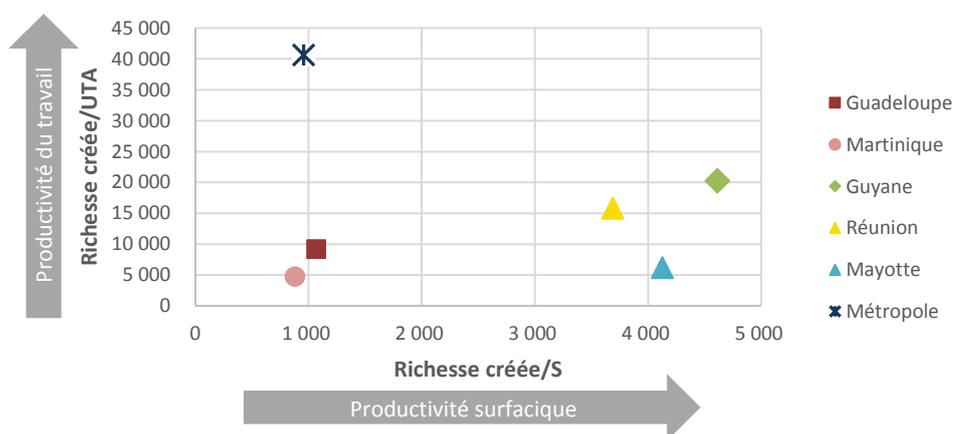


Figure 3 : Comparaison des niveaux de rendement et de productivité entre les DOM et la métropole  
(Source : Agreste - Comptes de l'Agriculture / Réalisation : auteur)

Une fois les subventions intégrées et le revenu distribué aux différents facteurs de production, les agriculteurs ultramarins arrivent à dégager en moyenne un revenu de 14 000 euros par an, contre une moyenne de 31 200 euros pour la métropole (revenu/UTANS\*). Cette moyenne cache des disparités importantes entre les territoires : la Réunion et la Guyane se distinguent par des revenus proches de 21 000 euros/UTANS, soit 50% de plus que les Antilles, dont les revenus se situent autour de 13 000 euros/UTANS, malgré des surfaces légèrement plus importantes par exploitant (environ 12 ha, contre

5 pour la Guyane et la Réunion). Les agriculteurs mahorais dégagent des revenus plus faibles, autour 6 400 euros seulement par UTANS.

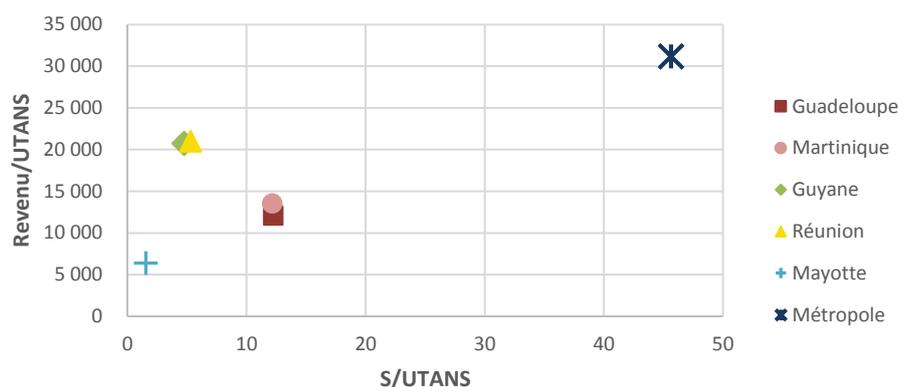


Figure 4 : Revenu avant impôt des agriculteurs, en regard des surfaces exploitées  
(Source : Agreste - Comptes de l'Agriculture / Réalisation : auteur)

### 3 Une tendance marquée à la baisse de l'agriculture antillaise, alors que les autres départements maintiennent une dynamique croissante

La richesse agricole créée dans les départements d'Outre-mer connaît une évolution relativement stable depuis 2010, qui cache cependant des tendances opposées entre les Antilles, marquées par une tendance à la baisse, et les autres territoires (Guyane, Mayotte et Réunion), dont la production et la valeur ajoutée augmentent.

La diminution nette de la richesse agricole créée depuis 2010 dans les Antilles s'explique à la fois par une diminution de la SAU\* et de la productivité surfacique\*. La surface agricole a en effet diminué de 11,5% en Guadeloupe et 19,5% en Martinique, **ce qui représente près de 14 000 hectares de moins en cumulé sur les deux territoires**. Sur la même période, la productivité surfacique\* diminue en tendance de 3% par an en Guadeloupe et de 11% par an en Martinique entre 2010 et 2016<sup>1</sup> alors que le système agricole s'intensifie en intrants (notamment en engrais et produits phytosanitaires), avec une consommation par hectare qui augmente en tendance et en valeur de 2% par an en Guadeloupe et 6% par an en Martinique<sup>2</sup>. La déprise agricole a principalement touché les produits maraîchers, les fruits (hormis la banane) et la viande de bétail (bovin, porc, ovin/caprin). **Sur cette période, le nombre de travailleurs agricoles antillais a chuté de 26% en Guadeloupe et 32% en Martinique, ce qui représente une perte de près de 3500 emplois à temps plein.**

La croissance de la richesse agricole nette créée guyanaise s'explique par une augmentation de la SAU (+ 34% entre 2010 et 2017) qui s'est directement répercutée sur sa production brute (+ 40% entre 2010 et 2017), en particulier dans le secteur des fruits et des légumes. Sur cette même période la productivité surfacique est restée relativement stable (légère croissance de 4% entre 2010 et 2017). Cette croissance de la production et de la richesse nette créée s'est traduite également par une légère

<sup>1</sup> Ces pourcentages atteignent 35% pour la Guadeloupe et 92% pour la Martinique lorsque l'on prend en compte l'année 2017, particulièrement mauvaise.

<sup>2</sup> On observe à la fois un effet prix et un effet volume, à l'origine de cette augmentation de la consommation d'intrants.

augmentation du nombre de travailleur, l'équivalent de 312 emplois en plein temps ayant été créés sur cette période (soit une augmentation de 4,5%).

La Réunion enregistre également une tendance en légère hausse de sa production brute (+7,2% entre 2010 et 2017), portée par la croissance des produits avicoles et maraîchers, alors que l'évolution de ses consommations intermédiaires, bien que variant chaque année, ne permet pas de dégager de tendance particulière. Ainsi la richesse agricole nette hors subvention a augmenté de 15,7% sur cette période, atteignant près de 190 millions d'euros en 2017.

Enfin, la production mahoraise se caractérise par une tendance à la hausse de sa production entre 2010 et 2016, portée principalement par les productions de fruits, légumes et tubercules. On note sur la même période une forte augmentation des consommations intermédiaires (+96% entre 2010 et 2016), notamment les engrais et aliments pour animaux, mais ce pourcentage élevé est à mettre en regard des niveaux extrêmement bas de consommation du département en 2010, et le niveau actuel de consommation d'intrants reste largement en-deçà des autres DOM. De fait, sur cette période sa richesse agricole nette a augmenté de 41%.

\* \* \*

L'analyse de la valeur ajoutée et des revenus agricoles ultramarins permet d'établir plusieurs conclusions :

- Les territoires ultramarins, se caractérisent tous par une utilisation intensive de leur surface agricole, que ce soit en travail ou en intrants. Cette intensivité se caractérise cependant différemment selon les départements, les Antilles et la Réunion ayant des niveaux de consommations intermédiaires par hectare bien plus élevés que la Guyane et que Mayotte.
- Les revenus dégagés par les exploitants agricoles dépendent fortement des subventions pour les Antilles et la Réunion, alors que les revenus guyanais et mahorais sont au contraire peu soutenus en moyenne.
- La dynamique des économies agricoles d'outre-mer est également hétérogène : les Antilles affichent une tendance à la baisse, à la fois en termes de surface agricole, de revenu, et de nombre de travailleurs. Au contraire, la Guyane connaît ces dernières années une croissance de sa production et de ses revenus agricoles, grâce à l'octroi de nouvelles terres agricoles, ainsi qu'à une légère croissance de la productivité surfacique. La Réunion et Mayotte, enfin, se distinguent par une tendance en légère hausse de leurs revenus qui s'explique plutôt par une amélioration de leurs performances (productivité surfacique et productivité du travail), dans un contexte de stabilité des surfaces agricoles et du nombre d'emplois.

## 4 Liste des abréviations

CI : Consommations Intermédiaires

DOM : Département d'Outre-Mer

MAA : Ministère de l'agriculture et de l'alimentation

PB : Produit Brut

Productivité surfacique : richesse nette créée par unité de surface

Productivité du travail : richesse nette créée par unité de travail

Revenu agricole = VANCF – charges salariales – remboursements d'intérêts – charges locatives et taxes foncières

Richesse agricole nette créée = PB hors subventions – CI – dépréciation du capital = VAN – subventions sur les produits

S : Surface

SAU : Surface Agricole Utile

SSP : Service de la Statistique et de la Prospective (ministère de l'agriculture)

UTA : Unité de Travail Agricole (en équivalent temps plein)

UTANS : Unité de Travail Agricole Non Salariée

UTAS : Unité de Travail Agricole Salariée

UTAT : Unités de Travail Agricole Totales

VAB : Valeur Ajoutée Brute = PB au prix de base (ie incluant les subventions aux produits) – CI

VANCF : Valeur ajoutée brute au coût des facteurs = revenu avant distribution = VAN + subventions d'exploitation – taxes et impôts sur le bénéfice

VAN : Valeur Ajoutée Nette = VAB – Dépréciation du capital

## 5 Annexes

### 5.1 Méthodologie : de la production au revenu

La valeur ajoutée agricole désigne la richesse créée par la force du travail des producteurs, à partir des ressources naturelles à disposition. Pour calculer ce montant, il faut donc déduire de la valeur de la production brute le coût des consommations intermédiaires (semences, engrais, produits phytosanitaires, etc.). Ramenée à l'unité de travail ou de surface, la valeur ajoutée permet de mesurer avec pertinence la productivité moyenne d'un travailleur ou d'une terre.

Dans les comptes de l'agriculture, selon la méthodologie de base adoptée par l'INSEE, la valeur ajoutée inclut les subventions aux productions. Le POSEI n'ayant pas subi le même découplage des aides qu'en métropole, il est difficile de comparer avec pertinence cette valeur ajoutée entre DOM et métropole, et nous avons donc choisi ici de distinguer la richesse nette créée, qui se calcule hors subvention, de la valeur ajoutée nette, qui inclut les subventions sur les produits, et qui a donc une valeur proche, dans cette note, de la VANCF, ou revenu avant distribution.

Contrairement à la valeur ajoutée, le revenu ne vise pas à analyser la performance de l'agriculture de ces territoires, mais à connaître le montant total obtenu par le secteur (puisque'il intègre les subventions et retire les taxes), ainsi que sa distribution entre les différents facteurs de production que sont la terre, le travail et le capital, payés à travers respectivement les charges locatives, les rémunérations des salariés, ainsi que les intérêts du capital. Ces dernières charges déduites, on obtient le revenu net avant imposition des agriculteurs (Ce montant permet de mieux comprendre certains aspects de la dynamique agricole des territoires (évolution du nombre et de la taille des exploitations, investissements, résilience, etc.).

#### Détail du calcul :

$$\begin{aligned} & \text{Production brute} \\ & - \text{consommations intermédiaires} \\ & \quad = \text{Richesse créée brute} \\ & - \text{Dépréciation du capital} \\ & \quad = \text{Richesse créée nette hors subventions} \\ & + \text{subventions sur les produits} \\ & \quad = \text{Valeur ajoutée nette} \\ & + \text{subventions d'exploitation} - \text{taxes et impôt sur le bénéfice} \\ & \quad = \text{Valeur ajoutée nette au coût des facteurs (VANCF) ou revenu avant distribution} \\ & - \text{charges salariales} \\ & - \text{remboursements intérêts} \\ & - \text{charges locatives ou taxes foncières} \\ & \quad = \text{Revenu net des agriculteurs avant impôt} \end{aligned}$$

## 5.2 Détail des consommations intermédiaires des DOM

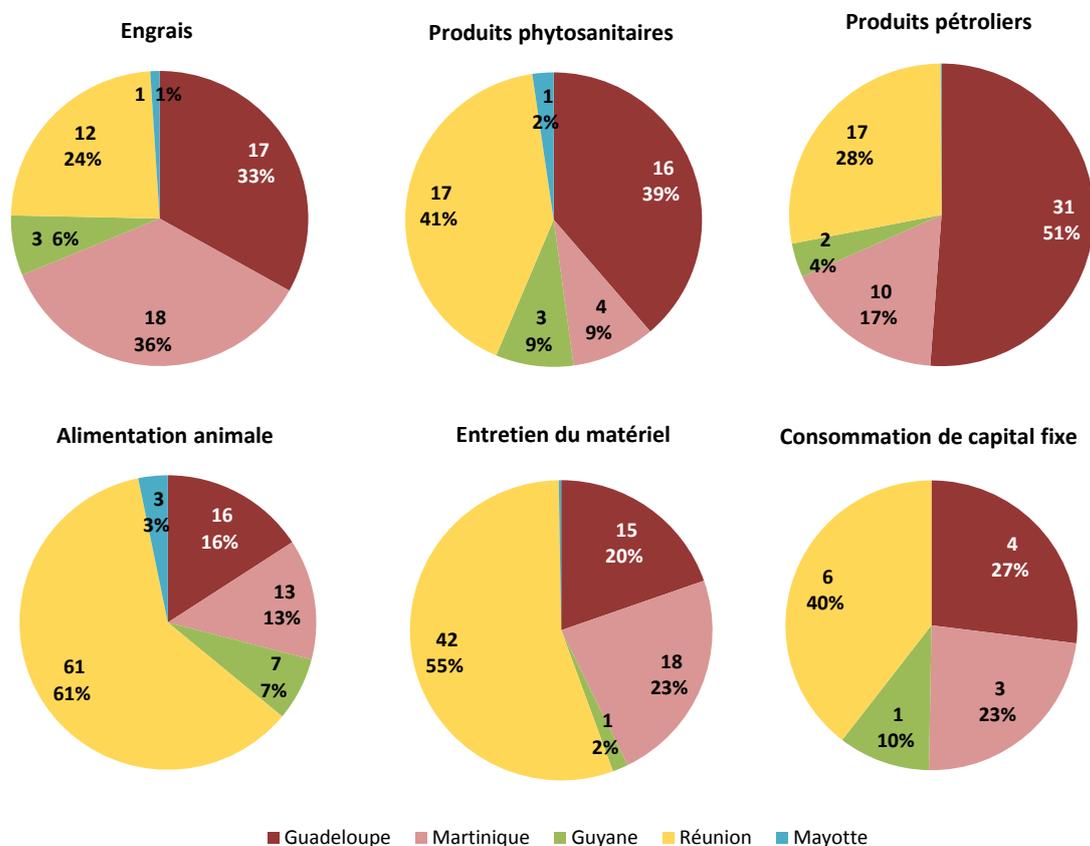
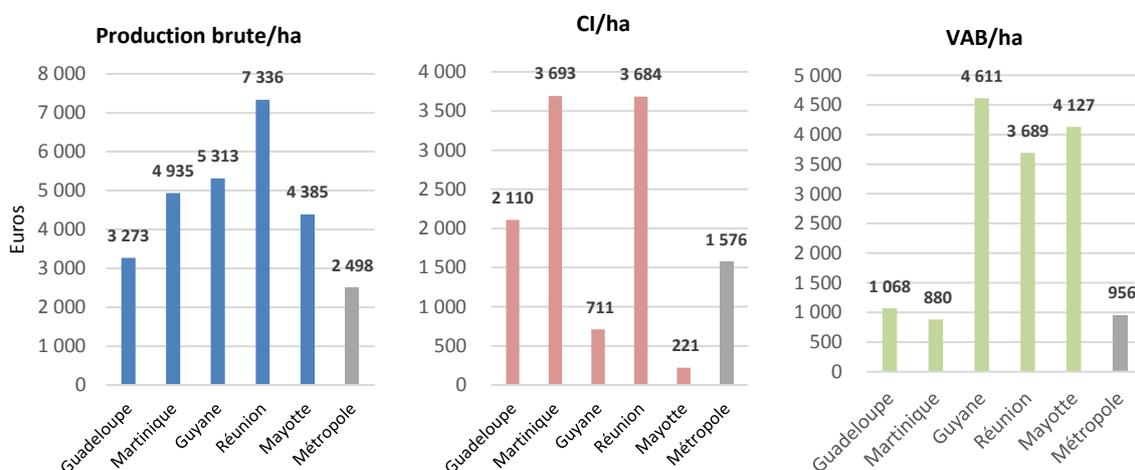


Figure 5 : Répartition de différents postes de consommation entre les DOM  
(Source : Agreste - Comptes de l'agriculture / Réalisation : auteur)

## 5.3 Productivités surfaciques et productivités du travail



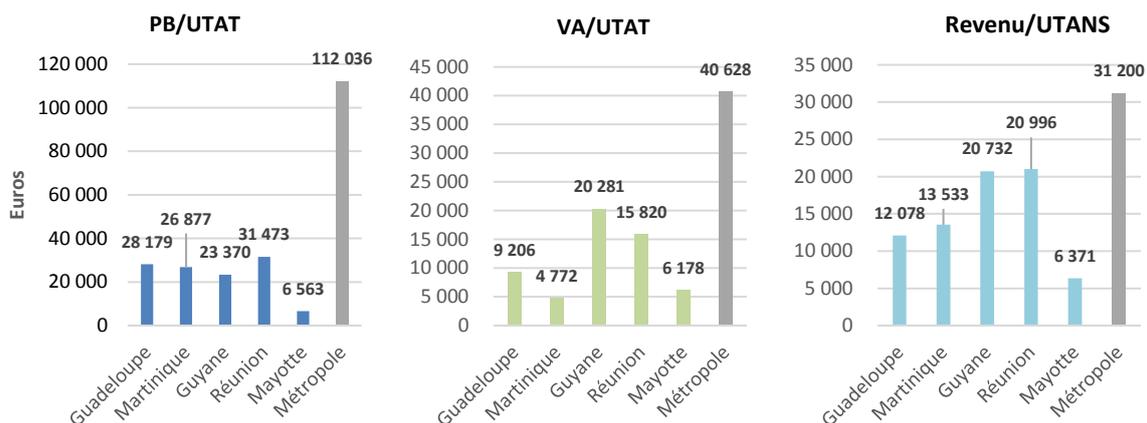


Figure 6 : Comparaison de plusieurs indicateurs de performance entre DOM et métropole  
(Source : Agreste - Comptes de l'agriculture / Réalisation : auteur)

#### 5.4 Evolutions de la production et du revenu

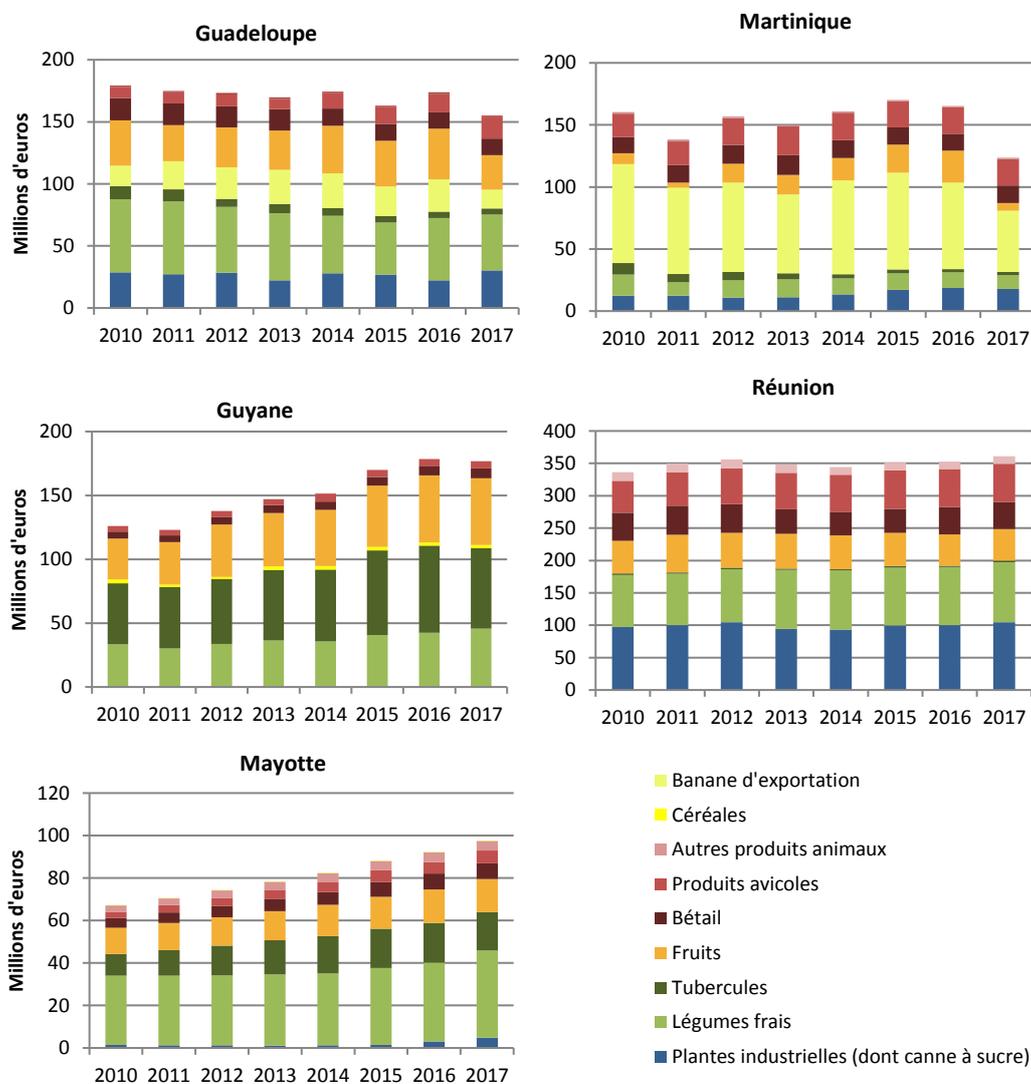


Figure 7 : Evolution des productions agricoles par département et par type de produit  
(Source : Agreste - Comptes de l'agriculture / Réalisation : auteur)

## 5.5 Evolution de différents résultats économiques et structurels par département depuis 2010

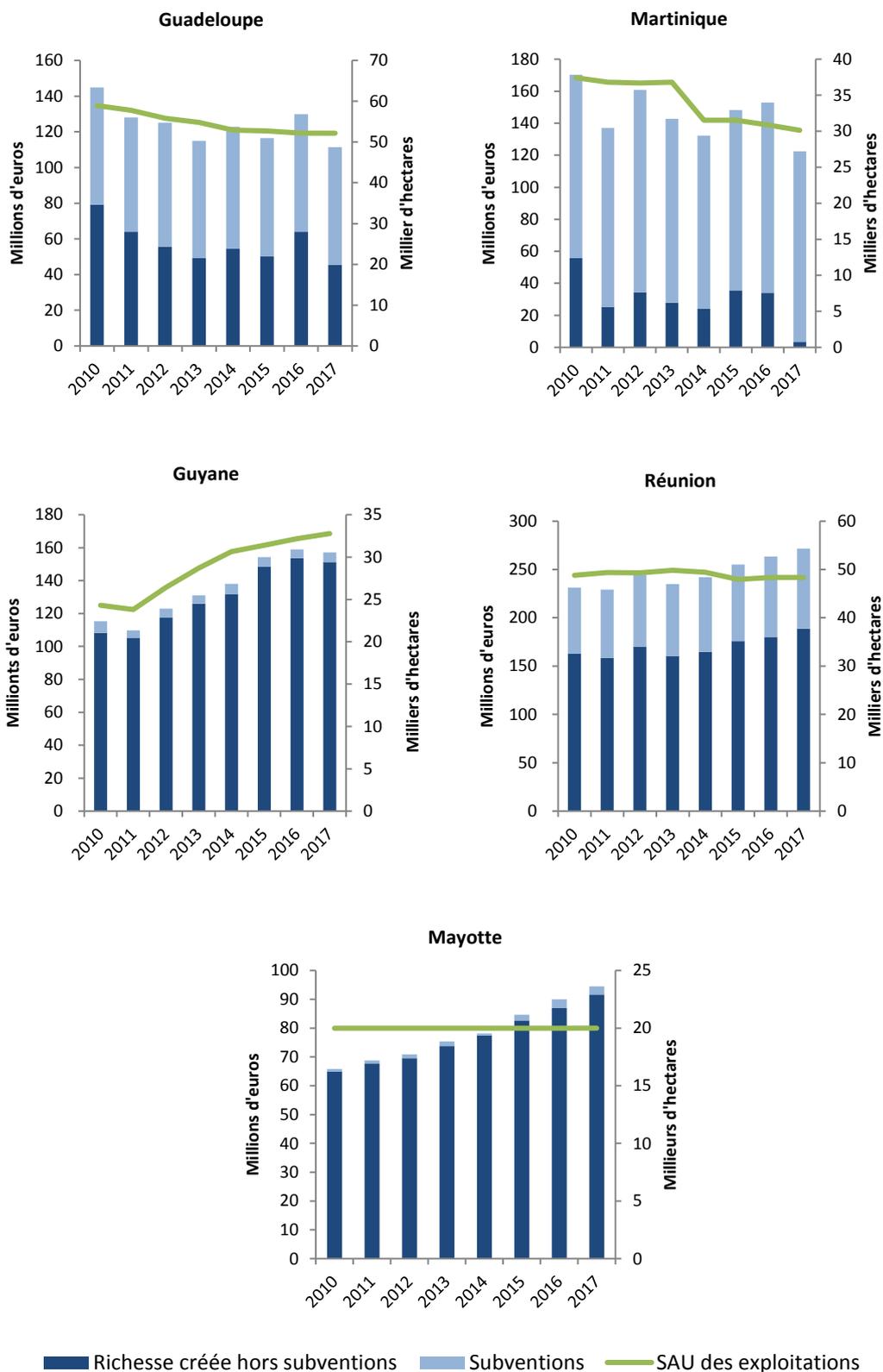


Figure 8 : Evolution des revenus (valeur ajoutée + subventions) et de la surface agricole utile  
(Source : Agreste - Comptes de l'agriculture / Réalisation : auteur)

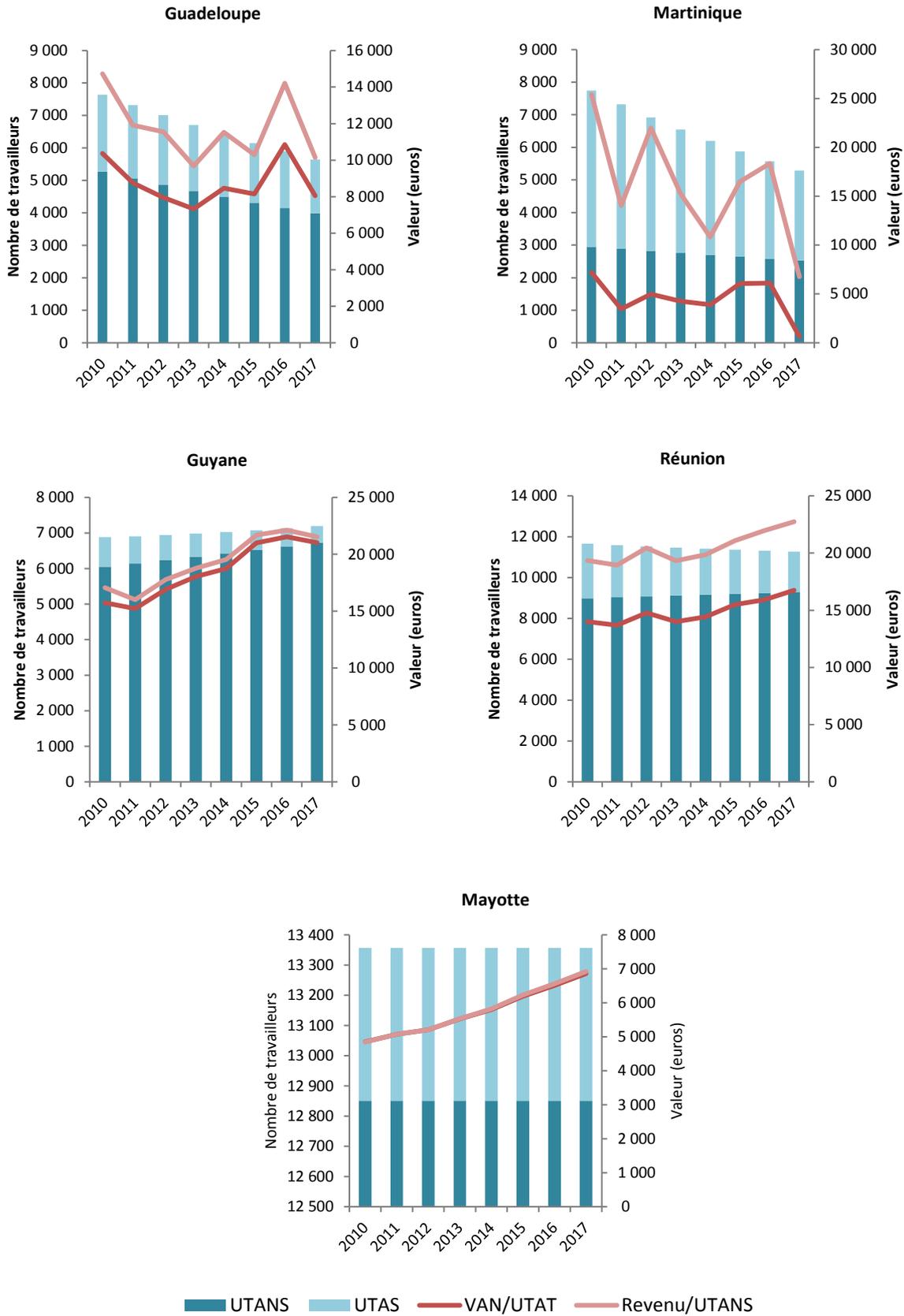


Figure 9 : Evolution du nombre de travailleurs salariés (UTAS) et non-salariés (UTANS), et de la richesse créée par travailleur (UTAT)

(Source : Agreste - Comptes de l'agriculture / Réalisation : auteur)